

TIPASA

Grève des hospitaliers

Le syndicat UGTA du personnel hospitalier de la wilaya de Tipasa vient de lancer un préavis d'une grève, qui sera effective durant les journées des 13 et 14 novembre prochains.

«Ces deux journées de grève sont une réponse pacifique à l'absence de suite à notre plateforme de revendications que le personnel hospitalier a formulée depuis longtemps», dira Oussif Rachid, le président du bureau de coordination du syndi-

cat UGTA du personnel hospitalier qui ajoute que «le service minimum sera assuré durant ces deux journées de grève».

Le procès-verbal de la réunion, qui a regroupé des membres des sections syndicales UGTA des Etablissements publics de santé publique (EPSP) de Cherchell, Bou Ismaïl, Damous et Tipasa ainsi que des membres des syndicats UGTA des hôpitaux (EPH) de Sidi Ghilès, de Gouraya, de Damous et de Koléa, présente une plateforme de revendications syndicales, qui comporte sept points et ayant trait à la revalorisation des primes des gardes, à la régularisation des contractuels en vue de leur permanence, la demande des promotions des infirmiers brevetés afin qu'ils évoluent dans la catégorie et les échelons et, enfin, la régularisation des postes supérieurs des paramédicaux et du personnel administratif.

Le problème de la sécurité des infrastructures hospitalières a été posé à la lumière de l'intrusion de nuit de personnes étrangères au sein de certains hôpitaux en 2011.

L'épineux problème du déficit en personnel paramédical et de soins infirmiers a été aussi évoqué et constitue un autre point de revendication.

D'autres points furent notamment évoqués, à l'instar de la révision du statut particulier des hospitaliers, la révision du plan d'évolution des carrières des paramédicaux et la reconsidération du système en vigueur de la promotion au choix Oussif Rachid, le président du bureau de



PH. DR

coordination du syndicat UGTA du personnel hospitalier a déclaré que «le dialogue reste cependant ouvert et, nous sollicitons une entrevue avec la direction de wilaya afin qu'une solution soit trouvée aux problèmes évoqués». Et d'ajouter : «Les personnels hospitaliers des wilayas de l'ouest du pays posent les mêmes revendications et se solidarisent avec nos actions.»

A la question relative à un hypothétique échec de ces actions, M. Oussif durcit le ton et devient menaçant : «Dans l'éventualité de l'échec de ces premières actions et en cas de non-considération de notre plateforme de revendications, nous serons contraints de lancer des

opérations d'envergure qui affecteront, à notre grand regret, le secteur de la santé.»

Quant à M. Kadri, le secrétaire général de l'Union de wilaya UGTA, serein, il affirme avec assurance : «Ce personnel a depuis longtemps été marginalisé et se trouve pénalisé du fait qu'il estimait que l'Etat prendra en charge ses préoccupations économiques, professionnelles, matérielles et sociales, à l'instar des autres secteurs d'activité.

Ce qui, aujourd'hui, tarde à venir. Leurs revendications sont légitimes et retiennent toute notre attention et bénéficient de notre soutien inconditionnel.»

Larbi Houari

AÏN DEFLA

La bande de «Moh-GIA» démantelée

Nombreux ont été les citoyens qui ont été victimes de cette bande, composée de 10 éléments qui s'étaient spécialisés dans le vol des voitures, les agressions, la spoliation des automobilistes de leurs biens en se faisant molester sous la menace d'armes blanches en tous genres, et qui, selon des sources policières, se faisaient passer pour une unité du «GIA» en semant la terreur sur les routes.

Suite aux nombreuses plaintes déposées par les victimes, la machine policière s'est mise en branle. Exploitant les moindres informations, les services de la

police judiciaire de la Sûreté de wilaya ont fini par identifier le chef de la bande, un jeune homme de 32 ans demeurant dans la commune de Zeddine et qui portait le surnom de «Moh GIA» connu par les différents services de sécurité comme un repris de justice, récidiviste, pour ses actes criminels dont, des tentatives d'assassinats.

De plus, toujours selon les mêmes sources, il est arrivé à constituer une association de malfaiteurs en recrutant 7 membres demeurant dans différentes communes de la wilaya de Aïn Defla et 2 autres résidant à Blida, une association dont la dangerosité n'a cessé de faire parler d'elle de par la terreur qu'elle semait dans la région, parmi la population.

Une fois le chef de la bande identifié, sur ordre du procureur de la République, une perquisition fut opérée au domicile de Moh-GIA à Zeddine. Une perquisition pas vaine puisque de nombreuses affaires appartenant aux victimes y ont été trouvées.

La suite des investigations a permis aux policiers l'interpellation des 7 membres résidant dans le territoire de la wilaya, tandis que les 2 membres du réseau résidant à Blida sont restés introuvables mais activement recherchés.

Moh GA et ses 7 acolytes ont été déférés au Parquet jeudi dernier. 5 d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt.

Karim O.

ACTIVITÉ ASSOCIATIVE
ALGÉRIENNE

OUTRE-MÉDITERRANÉE

L'association
Bouzeguène-Europe voit
le jour à Aubervilliers

Bonne nouvelle pour les Algériens d'Aubervilliers, notamment pour la communauté bouzeguénnoise, largement majoritaire dans cette commune socialiste dont la vice-présidente, M^{me} Véronique Hammache, est originaire des Ath-Idjeur, région regroupant les communes de Bouzeguène, Ath-Zikki et Idjeur.

Se basant sur la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association et sur le décret du 16 août de la même année portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée, c'est le préfet de la Seine-Saint-Denis qui a donné récépissé au président de l'association d'une déclaration en date du 22 octobre 2012 faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre Association Bouzeguène-Europe (ABE).

Le président de l'ABE, Azeddine Ameziane, et Karim Fergani qu'on a rencontrés à Bouzeguène à l'occasion de la signature d'un accord de jumelage entre la mairie d'Aubervilliers, présidée par le maire socialiste Jacques Salvator, et l'APC de Bouzeguène présidée par Mourad Sadj, ont décliné les grands axes du programme de leur association appelée à intervenir à travers toute l'Europe pour promouvoir les échanges entre les communautés de Bouzeguène et les institutions locales dans divers domaines et pourquoi pas servir de passerelle d'avec le pays d'origine dans des actions d'aide au développement économique, à l'éducation, au sport et à la santé. L'ABE est derrière le projet de la future coopération qui découlera du protocole d'accord de jumelage signé dimanche entre les maires de Bouzeguène et d'Aubervilliers.

S. Hammoum

Publicité

شركة توزيع الكهرباء والغاز للوسط

Société de Distribution de l'Electricité et du Gaz du Centre

SDC

DIRECTION DE DISTRIBUTION DE DJELFA
DIVISION ETUDES D'EXECUTION ET TRAVAUX
N°...../ SUB MARCHES / 2012

AVIS D'INFRUCTUOSITÉ DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°01/SDC/DD.DJELFA/ELECT 2012

SDC/ Direction de Distribution de Djelfa, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert N° 01/SDC/DD. Djelfa / Elect 2012 du 06/11/2012 paru dans les quotidiens Le Soir d'Algérie, El Nahar des 14 et 15/10/2012 relatif à :

La Construction des Cabines pour Postes MT/BT, a été déclaré infructueux par la COPEO.

Motif : Manque de soumissionnaires.

Anep n°948 141 - Le Soir d'Algérie du 10/11/2012

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE
DE LA WILAYA D'ADRAR
NIF : 097601019016630

AVIS D'ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES N° : 17/2012

Conformément aux dispositions des articles 44 et 114 du décret présidentiel n° 10/236 du 07/10/2010 modifié et complété, portant réglementation des marchés publics, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de la wilaya d'Adrar déclare que l'appel d'offres N° : 17/2012 portant sur la réalisation de 90 logements publics locatifs à Tinerkouk du programme quinquennal 2010-2014 tranche complémentaire 2011 est annulé, et ce, pour le motif suivant :

- Numérotation des lots erronée.

Anep n° 947 781 - Le Soir d'Algérie du 10/11/2012